

**Message de M. Tetsuro FUKUYAMA,
Secrétaire d'État chargé des Affaires étrangères du Japon,
lors de la 16^{ème} session ordinaire du Conseil exécutif de l'Union Africaine**

Docteur Moussa Mohamed KOUSSA, Président du Conseil exécutif de l'Union Africaine,

Docteur Jean PING, Président de la Commission de l'Union Africaine,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et les Chefs de Délégation des pays membres de l'Union Africaine,

Mesdames, Messieurs,

Je me réjouis sincèrement de l'ouverture de cette 16^{ème} session ordinaire du Conseil exécutif de l'Union Africaine.

Après avoir participé à la Conférence internationale de Londres sur l'Afghanistan, je souhaitais vivement venir en Éthiopie pour assister à cette session du Conseil exécutif de l'Union Africaine. Je suis en effet convaincu que l'Afrique est un sujet aussi important que l'Afghanistan et qu'elle mérite les efforts de l'ensemble de la Communauté internationale. En outre, en ma qualité de représentant du Gouvernement japonais, je désirais redire moi-même aux Africains la place que le Japon accorde au continent africain.

Grâce à ses propres efforts, l'Afrique a surmonté la crise économique et financière mondiale et s'attache maintenant à retrouver le chemin de la croissance. Dans le même temps, elle œuvre à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), comme l'éradication de la pauvreté et la lutte contre les maladies infectieuses. Le Japon a l'intention de faire tout son possible pour soutenir les pays africains dans leurs efforts. Le Gouvernement HATOYAMA réalisera de façon certaine les promesses faites lors du TICAD IV, comme le doublement de l'aide publique au développement destinée à l'Afrique d'ici à 2012 et la promotion des échanges économiques et des investissements. Nous agissons également de manière à mettre rapidement en place les aides que nous avons promises l'année

dernière, lors de la réunion ministérielle de suivi de la TICAD au Botswana.

Pour leur mise en œuvre scrupuleuse, le Japon prépare de nouveau cette année en Afrique une réunion ministérielle de suivi de la TICAD pour le mois de mai. Lors de cette réunion, nous souhaitons mener des discussions de fond avec nos collègues africains et, dans le même temps, faire en sorte de donner à l'Afrique une occasion de se faire entendre par l'ensemble de la Communauté internationale.

Le choix des technologies de l'information et de la communication (TIC) comme thème de la Conférence de l'Union Africaine me semble très opportun. Considérant que les TIC recèlent un fort potentiel de développement et de croissance, le Japon a consacré durant les trois dernières années près de 120 millions de dollars américains en Afrique pour, entre autres, le développement d'infrastructures de communication et la formation de personnels dans le domaine des TIC. Le Japon poursuivra ses aides dans ces domaines, compte tenu de leur importance dans le développement de l'Afrique.

D'autre part, le Japon souhaite mettre à profit l'excellence scientifique et technologique du Japon, notamment dans les TIC, pour le développement de l'Afrique. C'est la raison pour laquelle le Japon a organisé en 2008 la Conférence ministérielle Japon - Afrique sur les sciences et les technologies. Nous souhaitons continuer à approfondir les discussions sur ce sujet avec nos partenaires africains, y compris à travers cette conférence ministérielle.

Le changement climatique est un dossier aussi important que les TIC pour le développement et la croissance de l'Afrique. Il ne faut pas que ce problème devienne un obstacle. En septembre dernier, lors du Sommet de l'ONU sur le changement climatique, le Premier ministre HATOYAMA a annoncé l'objectif ambitieux d'une réduction de 25% des émissions de gaz à effet de serre au Japon d'ici à 2012 par rapport à 1990, en supposant l'établissement d'un cadre international équitable et efficace par l'ensemble des grandes puissances économiques, ainsi que celui d'un accord pour chacune d'entre elles afin de fixer des buts significatifs. Je pense que cette annonce du Japon a contribué à donner une nouvelle impulsion aux négociations sur le changement climatique alors bloquées.

J'ai moi-même participé à la COP15 en qualité de membre de la

délégation japonaise. Il est très regrettable que les pays participants n'aient pas réussi à s'entendre sur un nouveau cadre. Cependant, il est significatif que « l'Accord de Copenhague » ait été conclu à l'issue de pourparlers au plus haut niveau et que la décision de tenir compte de cet Accord ait été adoptée lors de la séance plénière. Nous devons désormais aller de l'avant en nous basant sur ce résultat. La lutte contre le changement climatique est vitale pour l'Afrique qui est vulnérable à ses effets négatifs. J'aimerais donc vous appeler à annoncer publiquement votre soutien à l'Accord de Copenhague qui propose également des aides financières en faveur des pays en développement. Pour sa part, le Japon envisage de poursuivre activement ses aides dans ce domaine. En ce sens, il se propose d'établir des corrélations étroites entre l'Accord de Copenhague et l'Initiative Hatoyama qui prévoit que le Japon fournira jusqu'en 2012, et sur une période de 3 ans, près de 150 milliards de dollars américains d'aides publiques et privées aux pays en développement pour l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ce changement. Le Japon compte ainsi poursuivre la mise en œuvre de l'Initiative Hatoyama.

En vue de la COP16, le Japon accentuera sa coopération avec les pays africains qui agissent en faveur de l'environnement mondial, en se basant sur la compréhension partagée de ce qui est véritablement bénéfique pour l'Afrique. J'appelle également les pays africains à s'investir eux-mêmes pleinement dans la réalisation d'un consensus.

Permettez-moi maintenant d'aborder le sujet de la paix et de la stabilité en Afrique. Appréciant les efforts déployés par l'Union Africaine dans ces domaines, le Japon renforcera encore davantage sa collaboration avec elle. Il apportera également de plus grandes contributions, en assistant les pays comme la Somalie et le Soudan et en soutenant le renforcement des capacités de l'Afrique en matière de maintien de la paix.

Enfin, les négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de Sécurité sont désormais en progression aux Nations Unies, offrant un élan propice à une réalisation rapide de cette réforme. Le Japon tient à intensifier sa coopération avec l'Afrique pour obtenir le plus rapidement possible des résultats concrets.

Je souhaite que les délibérations qui se dérouleront pendant cette session du Conseil exécutif de l'Union Africaine apportent des résultats fructueux aux pays africains pour réaliser leurs objectifs de développement et favoriser la paix et la stabilité dans la région.

Janvier 2010

Tetsuro FUKUYAMA

Secrétaire d'État chargé des Affaires étrangères du Japon